

RIP 1131p

Pour M. Reniach,  
Hommage respectueux.

Francis Kellens

Extrait de la "Revue Belge de Philologie et d'Histoire,"

Tome VII - 1928 - N° 2.

Alain Laurent

## A propos d'une histoire de Belgique

Il est des livres dont le monde historique belge attend la publication, sinon avec impatience (notre bois sacré est si calme !), du moins avec curiosité. Tel était le cas pour la récente histoire de Belgique du comte Adrien de Meeüs (1). Elle avait été annoncée à grand renfort de réclame. Des journalistes, amis de l'auteur, avaient, du premier jour, pris la défense du « chef d'œuvre » et traité d'ignorants ou de jaloux ceux qui oseraient en faire la critique. Des notes discrètes, mais insérées en bonne

---

(1) *Histoire de Belgique* (Paris, Plon, s. d. [1928]). In-8°, 320 pp.

Bibliothèque Maison de l'Orient



129981

place, nous avaient informés des premiers et fabuleux chiffres de vente...

Mais il n'y avait pas seulement, pour piquer notre curiosité, ces procédés qui rappellent la phrase du papa La Pistole, dans la *Petite Chocolatière* : « Moi, je lance un artiste comme on lance un chocolat », il y avait aussi (heureusement) la personnalité même de M. de Meeüs, publiciste intelligent, cultivé, courtois envers ses adversaires, bon patriote, se plaçant spontanément au-dessus des querelles de parti.

Je viens de lire l'histoire de Belgique de M. de Meeüs. J'aurais voulu pouvoir en dire énormément de bien. Or, l'attitude la plus sympathique à l'auteur que je puisse prendre est de dire que je ne relirai jamais son essai. J'ai prié mon jeune et estimé confrère M. Henri Laurent de montrer aux lecteurs de la *Revue*, en quelques pages fouillées, les innombrables erreurs dans lesquelles verse notre candidat historien. Je me bornerai, moi, à indiquer quelles sont, à mon sens, les lourds inconvénients qui s'attachent à la méthode de M. de Meeüs, méthode aujourd'hui, hélas, un peu trop à la mode.

Ma première critique porte sur le caractère tendancieux de l'œuvre. La religion de M. de Meeüs est dualiste : tout ce qui vient du Prince est d'essence divine ; tout ce qui vient du Peuple est du démon ! Il a en telle horreur la formation démocratique de nos villes et la genèse de notre esprit constitutionnel au XIV<sup>e</sup> siècle qu'il organise, autour de ces manifestations si spécifiquement nôtres de l'esprit public de jadis, la conspiration du silence. Aussi, quel châtement inattendu attend notre auteur pour ce péché d'omission. Déjà un journal allemand, s'appuyant sur son œuvre, reprend sa thèse favorite : que les Belges d'autrefois ne furent jamais qu'un magma décoloré, pétri à loisir par les Empereurs Romains Germaniques ou par les descendants de Hugues Capet (1).

Donc, voici notre peuple marqué à l'épaule. Oncques ne fut autre chose qu'un frivole assemblage de brouillons, de bavards, de mutins, bref — pour tout dire — de républicains férus de droits et de privilèges. Si M. de Meeüs connaissait le cardinal de La Cueva, il ferait volontiers sienne sa phrase autoritaire : « les privilèges sont amusements de peuples idiots ».

Pour leur malheur, ces Belges n'ont jamais rencontré sur leur chemin le Maître. Il y eut Charles le Téméraire, mais il mourut trop tôt pour les imprégner des bienfaits de la manière forte,

(1) Cf. *Hamburger Nachrichten*, 17 avril 1928.

Charles-Quint fut un monarque mou, incapable de comprendre les signes annonciateurs du soviétisme : « l'anarchie spontanée » des Creessers, les folies anabaptistes. En revanche, nous connaissons Philippe II, sauvegarde par excellence de l'ordre public en face des « semeurs de troubles ». M. de Meeüs accumule les arguments pour nous dénoncer les turpitudes de nos pères à l'égard de Philippe, le « plus tolérant des Espagnols ». Ils le privent de ses soldats, ils lui refusent des subsides ; la noblesse trame des machinations diaboliques en vue de fonder une « république aristocratique ».

Quant aux mesures royales, elles trouvent toutes leur justification dans le jeu des circonstances : la *Consulta* est une « précaution élémentaire », les placards — d'ailleurs seulement « à moitié appliqués », — doivent préserver les citoyens sincères des horreurs de la guerre civile. Au lieu de s'en plaindre, nos aïeux auraient dû y obéir (Robespierre raisonnait-il autrement lors de la Grande Terreur de Prairial ?)

Venons-en au duc d'Albe : c'est un percepteur d'impôts zélé et pressé, rien de plus. La « Terreur espagnole » s'explique tout naturellement par le fait que Philippe II n'a pas le temps d'attendre. Mais notre bourgeoisie n'y comprend goutte : elle « fait le jeu de l'anarchie », elle se laisse entraîner par « les métiers, c. à. d. les « syndicats », dans un mouvement de grève générale. Et au moment où tout va s'arranger, un « ramassis de protestants et de hors la loi », vrais brigands, écumeurs de la misère publique, ont l'abominable audace de prendre La Brielle. De tout quoi il résulte que la Terreur espagnole ne fut jamais qu'une fiction.

Si M. de Meeüs traitait son sujet à la manière de Saint Jean à Pathmos, je lui pardonnerais bien des choses. Mais, pour sortir ses effets, il ne recule pas devant une petite rouerie, une finesse de prestidigitateur. Son résumé de la campagne de 1572-73, par exemple, ne contient pas un mot concernant le sac de Malines, le pillage de Zutphen, le massacre de Naarden. En revanche, il s'y trouve une allusion propice au massacre (odieux d'ailleurs) des dix-neuf moines de Gorcum.

Avec l'aide des Allemands, qui ergotent sur la destruction de Louvain, avec le concours des neutres qui nous soufflent : « Ne parlez plus de Tamines », nous en étions arrivés à faire de l'histoire de Belgique au xx<sup>e</sup> siècle une fraîche idylle. Pour les besoins de sa thèse M. de Meeüs passe à l'eau de lavande les époques antérieures. Encore faut-il qu'il nous démontre, textes à l'appui, le bien fondé de ses affirmations et aussi bien de ses silences.

Suivrai-je M. de Meeüs de période en période ? Bondirai-je

avec lui de paradoxe en apophthegme? Dirai-je comment ce fut à cause de nous, à cause de notre stupide attachement aux « libertés et privilèges » que l'Espagne du xvii<sup>e</sup> siècle sombra dans la décadence? Et raconterai-je enfin comment l'auteur change le fusil d'épaule chaque fois qu'il doit adapter nos annales au déroulement rigoureux de sa pensée? Car, s'il loue Charles le Téméraire d'avoir mené nos pères « au fouet et au baston » (1) il voit au contraire en Joseph II, prince à poigne mais compromettant à cause de son « amour des lumières », un Caliban, un « imitateur du caporalisme prussien »!

Je crois en avoir dit assez sur ce point et préfère passer à un autre ordre de critiques : le manque de préparation de l'auteur, l'inaptitude à la tâche proposée, due à l'insuffisance d'esprit critique, à l'incompréhension du sens intrinsèque des mots techniques, de la portée des enchaînements, de la signification relative des valeurs.

Cette faiblesse apparaît cruellement lorsque notre auteur s'exerce aux jeux de la méthode comparative, méthode dont notre maître Pirenne sait tirer de si frappants effets. Mais alors que, chez ce dernier, l'image jaillit à la manière d'un geyser, révélatrice de nappes souterraines illimitées, dues à un lent, à un formidable acquis d'érudition et de technique, chez M. de Meeüs le trait reste, le plus souvent, pauvre et dépourvu de pertinence.

Pourquoi, par exemple, le *Philippus daalder* stabilisé, monnaie sonnante et trébuchante, devrait-il évoquer notre théorique Belga? (p.55). Qu'est-ce que la victoire des Dunes a de commun avec la « bataille de Foch »? (p. 108). En quelle manière les conseils de Mazarin, touchant la paix avec la Bavière, font-ils plus particulièrement penser à la manœuvre de 1917, conçue à l'égard de l'Autriche (p. 160)? S'il est vraisemblable que la résistance au vingtième denier évoque la « résistance passive » de 1923 dans la Ruhr (p. 80), il est, au contraire, absolument faux de rapprocher la crise mystique de l'anabaptisme des constructions matérialistes-sociologiques, flanquées de statistiques et de diagrammes, des Soviets (p. 59). L'invasion hollandaise de 1831 ne fut pas « aussi rapide, aussi irrésistible que l'irruption allemande de 1914 » (p. 214), pour la bonne raison qu'elle le fut bien davantage. Et, pour ma part, je ne puis croire que la « loi sur la bienfaisance » de 1857 fut un prétexte d'émeute pour les libéraux, comparable à « l'exploitation de l'émotion causée par

---

(1) Ces mots ne sont pas extraits du livre de M. de Meeüs.

l'affaire Dreyfus par les jeunes générations radicales » (p. 227), pour deux motifs : d'abord parce que j'ai étudié de très près la question et n'y ai rien découvert de semblable, et ensuite parce que M. de Meeüs lui-même déclare (p. 228) que « les manifestations commencèrent presque toutes seules » !

Je parlais, il y a un instant, d'emploi erroné de termes à signification pourtant consacrée par l'usage. Venons-y. On appelle couramment « régime parlementaire » une forme de vie politique caractérisée par le fait que le sort des ministres y dépend des volontés de la majorité, exprimées au sein du pouvoir législatif. Or, l'auteur applique ce terme à tort et à travers — avec la variante favorite de « gâchis » ou de « dissolvant parlementaire » — à des temps où il n'y avait même pas de ministres ! Dans les États Généraux du xvi<sup>e</sup> siècle, à l'époque du Taciturne, il découvre non seulement l'expression de la « souveraineté nationale » mais encore « le principe de la responsabilité ministérielle » ! Le Conseil d'État de 1531 est, pour lui, « une sorte de Chambre des Lords » (p. 58). Les Puissances européennes s'affrontent, en 1622, notamment « au nom de la liberté des peuples » !

Même étourderie dans les jugements portés sur des ensembles de faits. Parce que le Congrès exclut du trône les Nassau, M. de Meeüs prononce cette phrase énorme : « Il faudra vider jusqu'à la lie la coupe de la révolution ! » Et d'une lecture hâtive de l'ouvrage de Corti et Buffin, il emporte la vision d'un Léopold I<sup>er</sup> tapi au centre d'une toile d'araignée européenne, d'où ce souverain guette la mouche-Napoléon !

Si M. de Meeüs cherche des succès de librairie du genre de « Mon curé chez les riches », je veux bien le proclamer le Clément Vautel de l'histoire de Belgique. Mais s'il veut connaître la seule, la vraie joie de l'historien : celle de posséder dans un tiroir quelques lettres, où des maîtres, des « grognards à trois chevrons », le traitent en pair, il devra faire autre chose que de brosser le lion belge à rebrousse-poil et de dire : Prenez mon ours !

Le plus fâcheux, dans tout cela, c'est que M. de Meeüs pourrait — s'il le voulait — écrire de bons livres d'histoire. Son style est vif, son sens de la synthèse aigu. Il se rend compte de l'action de la nécessité dans le déroulement des faits. Il possède de l'ingéniosité. Il sait voir les questions de haut, sans esprit de coterie. Plusieurs de ses chapitres sur le xix<sup>e</sup> siècle sont de bonne venue.

Le tout est, pour notre auteur, de comprendre que les annales d'un peuple n'ont pas à servir à l'édification d'une thèse, plus ou moins à la mode ; de se rendre compte qu'il est peu vraisem-



blable que trois générations d'historiens aient pu, avant sa venue, tâtonner dans le vide ou plonger dans l'erreur ; de se dire, enfin, que toute création intellectuelle digne de ce nom demande une soigneuse préparation technique, un travail d'assimilation lent et humble, un grand effort d'érudition.

M. de Meeüs s'est trompé, totalement, intégralement. Mais il est trop intelligent et loyal pour ne pas s'en rendre compte. Il nous doit une revanche. Le jour où il nous la donnera, il trouvera parmi nous bon accueil.

FRANS VAN KALKEN.

\*  
\* \* \*

La synthèse en histoire est à la mode (1). Depuis quelques années, nous assistons à une violente réaction contre l'esprit d'analyse et le goût du particulier qui caractérisaient la recherche historique depuis un demi-siècle. Cette réaction revêt deux formes. D'une part, nous assistons dans le monde universitaire français à la mise sur pied de quatre ou cinq grandes collections d'histoire universelle qui s'efforcent de présenter en bon ordre les résultats définitivement acquis par la recherche. Le nombre des volumes et le caractère rigoureusement scientifique de ces collections ne les met malheureusement pas à la portée du grand public. Aussi, voyons-nous par ailleurs naître un autre genre d'ouvrages qui répond à un besoin profond de notre génération. Celle-ci, frappée du rôle historique qu'elle a joué, qu'elle joue encore, forte du sens de l'histoire qu'elle a acquis, cherche une synthèse des synthèses qui soit courte — le rythme trépidant de la vie ne laisse plus le loisir de lire de longs livres —, et substantielle, qui lui permette d'éclairer le présent par la connaissance du passé, souvent de démontrer par l'expérience, l'excellence d'une doctrine politique proposée en remède aux difficultés où nous nous débattons. L'*Histoire de France* de M. Bainville et la *Révolution française* de M. Gaxotte sont les

---

(1) Mon ancien maître M. van Kalken a bien voulu me demander de rendre compte de la partie du livre de M. de Meeüs relative aux origines et au moyen âge. C'est à son offre spontanée que je dois en outre d'avoir pu empiéter sur la part qu'il s'était réservée dans l'analyse et exprimer les quelques remarques de caractères plus général que m'avait suggérées la lecture de l'ouvrage. Je tiens à le remercier vivement de m'avoir permis d'associer dans cette étude mon nom au sien,

deux ouvrages les plus typiques qui soient nés de ce besoin et qui représentent ce second effort.

C'est à ce groupe qu'appartient le livre de M. de Meeüs. Fort influencé ainsi que nous le montrerons tout à l'heure par les idées politiques dont se réclament les deux auteurs français, le comte de Meeüs semble littéralement suggestionné par l'ouvrage de son intelligent devancier. De l'*Histoire de France*, l'*Histoire de Belgique* a le mouvement alerte, la composition, les titres de chapitres en phrases qui s'efforcent de condenser l'histoire d'un ou de plusieurs siècles : M. de Meeüs n'y réussit pas toujours et ses sommaires énoncent parfois des affirmations contestables ou tendancieuses. Nous reviendrons plus loin sur le titre du chap. I : *le choix de Tibère*.— Chap. XV : *Sous Louis XIV, les libertés et privilèges livrent les Pays-Bas à l'invasion* » (!). De M. Bainville, il tient encore cet effort, digne de tous les éloges, souvent couronné de succès, pour expliquer les événements, pour en montrer les relations, pour débrouiller les situations confuses ; aussi retrouvons-nous les mêmes tours de phrase familiers : « Nous tenons le fil conducteur » (p. 71). « Reculons nous pour mieux distinguer l'ensemble » (p. 84). « La genèse de ces journées est maintenant simple » (p. 198). De M. Bainville encore, l'habitude de jeter en passant un aphorisme exprimant une vérité politique éternelle ; mais parfois les aphorismes de M. de Meeüs ne sont que d'innocents lieux communs d'une vérité criante. (« Car rien en politique n'est éternel » p. 12) ou bien sont nettement contestables (« Un peuple qui se défend finit toujours par intimider ses agresseurs » p. 110. Cfr la Pologne en 1795 ; la Hongrie en 1849 ; le Danemark en 1864). Il n'est pas jusqu'aux figures de style de M. Bainville qui ne hantent la mémoire de M. de Meeüs en présence de situations offrant une vague analogie, comme des réminiscences fréquentent la mémoire auditive d'un musicien (2).

L'*Histoire de Belgique* épouse encore le genre historique de l'*Histoire de France* de M. Bainville. C'est de l'histoire purement politique. C'est un genre comme un autre, et nous reconnaissons bien volontiers l'existence d'une histoire politique indépendante, ou du moins qui se bornerait à admettre parmi les causes une certaine dose de facteurs économiques. Mais il nous semble absolument impossible de séparer l'histoire politique de l'histoire des institutions. Réduire l'histoire politique au récit de la

(2) Cfr « [L'alliance de la France avec la Pologne], c'est le type de l'alliance qu'il faut tenir à bras tendu. » J. BAINVILLE, *Les Conséquences politiques de la paix*, 2<sup>e</sup> éd., p. 179 ; et « [l'Espagne,] ruinée, incapable de continuer à soutenir les Pays-Bas à bras tendu. » DE MEEÛS, p. 116.

succession des gouvernements, des guerres, des révolutions, des « journées » (1), c'est la priver de sa base. Ce défaut apparaît chez M. de Meeüs plus grave encore que chez M. Bainville. Pour les seuls chapitres relatifs au moyen âge, il est cause que M. de Meeüs n'a pas expliqué les mouvements révolutionnaires de Flandre, et il a faussé complètement sa conception de l'état bourguignon.

M. de Meeüs a voulu faire œuvre originale. Ne voulant ni ne pouvant y réussir par l'apport d'une documentation nouvelle, il a essayé de nous donner une vue personnelle de l'histoire de Belgique. Or, comme son devancier, M. Bainville, il est réactionnaire — nous prenons ce mot dans le sens le plus large et le moins péjoratif qui soit ; on peut marquer en effet les limites du sens de ce mot chez notre auteur en montrant qu'il dénonce à diverses reprises l'étroitesse d'esprit des conservateurs (Terreur rurale de 1790 ; vote des lois militaires de 1909) Imbu des méfaits du libéralisme qui, particulièrement, a vicié le jugement des historiens ses prédécesseurs, il est parti en besogne, armé d'une philosophie autoritariste a priori et c'est à travers les catégories déformantes de cette doctrine qu'il s'est mis à considérer les faits acquis par la recherche. Ici, nous tenons, comme il dirait lui-même, le fil conducteur de sa pensée. M. de Meeüs semble perpétuellement hanté par le souvenir des grandes révolutions de l'époque contemporaine : à ses yeux, c'est leur histoire qui éclaire d'un jour nouveau tous les mouvements révolutionnaires du passé lesquels se ressemblent tous. Aussi ne veut-il comprendre ceux du moyen âge et du xvi<sup>e</sup> siècle qu'en interrogeant la Révolution française, les journées de juin 1848, la Commune de Paris, la Révolution russe (2). De là cet abus de la méthode

---

(1) On pourrait montrer par plusieurs exemples précis l'influence exercée sur M. de Meeüs par les idées de M. Bainville sur l'évolution fatale de toutes les Révolutions, réglée par le fameux « Pas d'ennemis à gauche ». V. entre autres le chapitre sur la révolution de 1830. (« Il faudra vider jusqu'à la lie la coupe de la Révolution » p. 204). Même remarque concernant les idées de M. Bainville sur la technique des insurrections.

(2) «... (les) Gantois de 1337 qui jouaient maintenant dans la légende révolutionnaire le rôle de nos « grands ancêtres » de 1789... » (p. 29). — Comme en 1870 (sic, lisez 1871) après la Commune, la répression de 1382 éteindra la révolution pour longtemps » (p. 34). — « La psychologie de la jeunesse turbulente qui arrive à l'âge d'homme vers 1555 ressemble étrangement à celle de la génération romaine, qui fera plus tard la Révolution française en citant Plutarque et Tite-Live » (p. 62). — Les Etats de Brabant présentèrent de véri-



comparative dénoncé plus haut par M. van Kalken. Les comparaisons de M. de Meeüs ne sont trop souvent que de simples anachronismes. On voit bien où il veut en venir, consciemment ou non : à substituer à la vérité historique, malaisée à atteindre et à communiquer, une vérité psychologique que repoussent les historiens, mais plus vraie pour le lecteur moyen que la vérité historique, puisque, faisant appel à du connu et de l'expérimenté, elle réussit à les rapprocher des acteurs de l'histoire, à leur faire vivre l'histoire. On voit à quel degré de dogmatisme politique et d'anarchisme scientifique M. de Meeüs nous élève.

Voyons maintenant chapitre par chapitre ce qu'est devenu l'histoire de Belgique dans les mains de M. de Meeüs. Une remarque générale s'impose : les trois premiers chapitres sont à coup sûr sans aucune valeur ; les vues développées dans les cinq suivants sont sommaires, fragmentaires ou nettement contestables. Pour les premiers (jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle), rien d'étonnant : les questions de l'histoire du haut moyen âge sont parmi les plus complexes, et seul le contact de plusieurs années avec les textes proprement dits, permet, je ne dis pas d'essayer avec succès de les résoudre, mais tout simplement de commencer à en pénétrer le sens particulier. Nous avons dit plus haut l'importance que M. de Meeüs attribuait au prétendu « choix de Tibère » : selon lui, si Tibère, au lieu de se laisser impressionner par les arguments des hommes d'affaires qui ne savaient pas consentir au budget de la défense nationale les sacrifices nécessaires, et au lieu de ramener les légions sur le *limes* du Rhin, avait pour-

---

*tables « cahiers »* (p. 68). — Parfois, M. de Meeüs met une telle hâte à déceler les analogies qu'il ne s'avise pas qu'elle lui font dire exactement le contraire de ce qu'il en attend : « *la déchéance* [de Philippe II en 1580] *avait été une riposte des Etats Généraux à la mise à prix* [par Philippe II, remarquez-le] *de la tête du prince d'Orange, déclaré « ennemi du genre humain » selon le vocabulaire que les Conventionnels reprendront plus tard* » (p. 98). Ainsi Philippe II que M. de Meeüs nous représente comme le prince qui a compris « *que le protestantisme n'était qu'une forme particulière de l'esprit révolutionnaire, qu'il menacerait un jour l'ordre public et la société* » (p. 68-69), Philippe II emploierait le vocabulaire des Conventionnels ! — Plus loin, parlant du « siècle de malheur » et de ses calamités sorties selon lui de la Révolution du XVI<sup>e</sup> siècle, M. de Meeüs regrette que « *l'esprit public autrefois si vif* » s'étiolle alors (p. 101). Qu'est-ce donc que l'esprit public du XIV<sup>e</sup>, du XV<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècle, sinon cette volonté de résister à l'oppression, que notre auteur stigmatise dans les dix chapitres précédents ?

suivi l'offensive en Germanie, les invasions n'auraient probablement jamais eu lieu (p. 4-5). Négligeons tout ce que cette hypothèse a d'inopportun, et contentons-nous de montrer que raisonner de la sorte, c'est ignorer que l'Empire a péri par l'intérieur bien plus que sous les coups des invasions. Entreprendre la conquête de la Germanie, c'eût été soumettre la puissance d'assimilation de Rome à une épreuve au dessus de ses forces, c'eût été empirer le mal. Le choix de Tibère a donc été excellent. — Les invasions sont des « irruptions » qui « déferlaient sans trêve » (p. 7). Renvoyons M. de Meeüs à toute la littérature allemande sur la *Siedelungswesen*, et au récent et lumineux ouvrage de M. Des Marez sur la colonisation franque dans nos contrées. La colonisation franque bat son plein dès le dernier tiers du IV<sup>e</sup> siècle et non pas dès le V<sup>e</sup> ; la date de 406 est d'ailleurs celle de l'invasion des Vandales. Petit couplet inévitable sur le rôle préservatif de la Forêt Charbonnière que M. van der Linden a réduit à si peu de chose. Remarquons aussi que M. de Meeüs projetant dans le passé le plus reculé les préoccupations les plus actuelles, parle des Germains en termes cocasses : « le monde germanique bouillonnait ... dans une fermentation intense » au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère (p. 2) ; Charles Martel refoule les Saxons des rives de la Meuse « dans les brumes de l'Allemagne » (p. 8). Et enfin cette perle : l'Austrasie était « cette partie de la Gaule qui était chargée de contenir la Germanie » (!). — Tout comme le choix de Tibère a livré la Gaule aux invasions, l'écroulement de l'empire carolingien sous le « choc », le « grand cataclysme » des invasions normandes (hantise de l'histoire militaire !) est dû à une « sorte de défaitisme » ; sur le recrutement de l'armée carolingienne, la méthode comparative a soufflé à M. de Meeüs une extraordinaire phrase (p. 9) qui, au mot Gaule près, s'applique à merveille à la France de 1813, mais dénote chez l'auteur une connaissance superficielle des dispositions des capitulaires relatifs à l'*heriban-num* — p. 10 : « Neuf siècles après César [en 843] le vieil Empire ressuscité par Charlemagne se brisa à jamais » Qu'est-ce alors que le Saint Empire d'Othon et des grands empereurs saxons, si ce n'est une création hantée par le souvenir de Rome ? — p. 12 : Liège n'a jamais pu s'appeler « l'Athènes du Nord » sous Charlemagne. *ibid.* : l'histoire des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles est ainsi résumée : « L'Europe se pacifiait sous l'influence de la papauté ». *ibid.* : après les Croisades, « une classe nouvelle apparaissait, cette bourgeoisie étouffée depuis la chute de l'empire romain ». Il suffit de savoir ce que c'est qu'une *civitas* carolingienne pour se rendre compte que la bourgeoisie n'y est pas seulement étouffée, mais qu'elle a complètement disparu. Notons que cette phrase

constitue tout ce que M. de Meeüs a jugé bon de consacrer au mouvement communal — p. 13 : il est absolument interdit de parler d'un « sentiment national du peuple français à Bouvines » (M. Bainville lui-même, p. 63 était moins tranchant) — p. 15 : les marchandises qui atteignaient Anvers au XIII<sup>e</sup> siècle par le ponts de la Meuse, n'arrivaient pas « du fond de la Germanie » (1), mais d'Orient, de Venise, de Lombardie, par les Alpes et la vallée du Rhin. — Enfin, ajoutons que depuis la bataille de Worringen jusqu'à la mort de la duchesse Jeanne, c'est-à-dire pendant tout le XIV<sup>e</sup> siècle, M. de Meeüs ne dit pas un mot du Brabant qui a pourtant atteint sous Jean III le stade d'évolution politique et économique où était parvenu la Flandre au siècle précédent. Pas un mot de son rôle dans la politique européenne, pas un mot de la série des privilèges : il n'est question de la Joyeuse-Entrée pour la première fois dans le livre qu'à propos de la Révolution brabançonne ! Il est vrai que M. de Meeüs nous apprend dans l'épigraphe de son ouvrage que « la tâche de l'historien consiste essentiellement à abréger. » Sans doute, sans doute ; mais à ce point là !

M. de Meeüs ne devient vraiment lui-même qu'au chapitre IV. Les mouvements révolutionnaires de la Flandre vont enfin lui permettre d'exercer à toutes les pages les ressources de sa méthode comparative. Qu'est-ce en effet que l'insurrection de Flandre ? En présence d'un comte qui galvaude son nom et son autorité sans alliance avec les « révolutionnaires », se dresse « un parti patriote et républicain [les Leliaerts] décidé à défendre l'ordre social et la liberté communale », et qui groupe « tous ceux qui comptent, en Flandre, clergé [erreur (1)] et noblesse, propriétaires et marchands, financiers et industriels (2) » et qui en appellent au roi de France. « Aujourd'hui ce seraient des conservateurs effrayés par le communisme » (p. 18). Que d'erreurs et surtout, que d'omissions pour pouvoir dessiner un schéma si simpliste ! Ce n'est pas tout d'affirmer que le patriciat défendait l'ordre social contre des communistes ; il faut expliquer l'explosion prolétarienne par le régime du travail, conséquence

(1) En 1302, tous les prélats et établissements religieux de Flandre se sont engagés à payer par semaine 4 deniers par 100 livres de leurs biens pour toute la durée de la guerre. *Chronicon et Cartularium de Dunis*, p. 227, cité par PIRENNE, *Hist. Belg.*, I, 2<sup>e</sup> éd., p. 393, n. 1.

(2) Le tour de cette phrase donne à penser que M. de Meeüs ignore tout de l'état social dans les villes du moyen âge où propriétaires, marchands et industriels sont généralement les mêmes individus.

de l'évolution des guildes drapières (voilà où aurait servi l'histoire des institutions), il faut montrer les causes profondes du soulèvement, l'hérédité et la confusion des charges de l'échevinage et de la gilde, l'imprudence et les maladresses de ce patriciat, les abus des bans et des règlements qu'il fait promulguer, le désordre des finances communales dont il a la gestion. Ce n'est pas tout de dire que le comte a été une sorte de démagogue qui se compromet avec la populace ; il faut montrer l'impossibilité où se sont trouvés les princes de réaliser le front unique avec le patriciat (1). Ce n'est pas tout de faire de Philippe le Bel le prince, le représentant de l'autorité, il faut encore ne pas passer sous silence l'affaire de Valenciennes où le roi de France dès 1296 a tiré dans le dos de son vassal en favorisant ses pires ennemis ; omission qui s'explique parfaitement quand on s'aperçoit (p. 314) que pour le détail M. de Meeüs a suivi uniquement le *Philippe le Bel en Flandre* de M. Funck-Brentano.

Le tableau de l'état bourguignon que nous peint M. de Meeüs, nous ramène du point de vue des conceptions historiques à un demi-siècle en arrière, au temps de Kervyn de Lettenhove et de la thèse d'agrégation de Paul Fredericq. S'il a marqué non sans talent les différences des politiques suivies par les quatre grands ducs, en revanche M. de Meeüs nous a donné de l'état bourguignon une idée si fragmentaire, si superficielle qu'elle en est tout à fait fautive. De ce siècle décisif de l'histoire de Belgique qui va de 1383 à 1477, qui a vu la centralisation de nos provinces dans un cadre d'institutions de premier ordre, et où les Pays-Bas ont atteint un degré de prospérité inouïe, il n'a voulu voir que les soulèvements urbains et les difficultés extérieures. Philippe le Bon se heurta constamment à des résistances intérieures ; « le soulèvement des Gantois de 1448 fut une véritable guerre civile ». « Le grand effort d'expansion et de *grandeur (sic)* » de Charles le Téméraire devra être préparé et soutenu « par une série implacable de répressions, une véritable politique de terreur », « des exemples retentissants comme le sac de Dinant et celui de Liège, manifestations de faiblesse beaucoup plus que d'énergie » (p.38). On rougit de devoir renvoyer M. de Meeüs au t. II de l'*Histoire de Belgique* de M. Pirenne, tout simplement, livre III et répéter qu'il est admirable qu'une œuvre aussi considéra-

(1) L'histoire des rapports des officiers du prince, baillis, ammans, écoutètes, avec les magistrats urbains n'était depuis longtemps qu'une suite ininterrompue de conflits de juridiction. Le cas de Gui de Dampierre n'est d'ailleurs pas un exemple isolé : cfr. l'attitude du duc de Brabant, Wenceslas de Luxembourg lors des soulèvements de Louvain,

ble, que celle de Philippe le Bon n'ait pas fait couler plus de sang. Si l'on excepte le pays de Liège, on est étonné de constater que la période bourguignonne, aussi longue que celle de l'histoire de la Belgique indépendante et remplie par un bouleversement aussi profond dans l'ordre politique et économique, ne compte que deux ou trois soulèvements dont celui de Gand a été le seul vraiment grave. Quel beau chapitre M. de Meeüs a manqué là d'ajouter à son homélie sur l'autorité ! En réalité, sa faute s'explique par une ignorance totale ou un mépris profond de l'histoire des institutions. Il écrit que Philippe le Bon fut « obligé de centraliser rapidement » (p. 38), ce qui est une grave erreur ; il n'y a pas de meilleurs exemples de créations lentes, fondées sur les expériences du passé, (les institutions des Valois) harmonisés à leur milieu, et très tôt enracinées, que les institutions bourguignonnes. Et il ne parle de ces institutions pour la première fois que lorsqu'elles sont supprimées en 1477 (pour très peu de temps d'ailleurs, M. de Meeüs oublie de le dire). Si M. de Meeüs, au lieu de lire de Barante (v. p. 314), qui est devenu bien désuet, avait parcouru quelques ouvrages généraux sur les institutions bourguignonnes, Walther ou Lameere par exemple, nul doute qu'il eût modifié son jugement sur l'État bourguignon (« colosse aux pieds d'argile » p. 41), et se fût rendu compte qu'en durant jusqu'à la fin de l'ancien régime, ces institutions ont fait la preuve de leur solidité et qu'elles méritaient son attention et son admiration.

Nous ne regrettons pas d'avoir jugé aussi sévèrement l'*Histoire de Belgique* de M. de Meeüs. Pour les vrais historiens (1), M. de Meeüs est mort. *Jam foetet*. Nous ne sommes pas de ceux qui continuent à frapper un cadavre. M. van

(1) Il est pourtant nécessaire d'ajouter dans cette revue que M. de Meeüs manque de toutes les qualités de rigueur et de précision qui font l'honneur des historiens. En vue des innombrables éditions qu'on annonce de son livre, nous nous permettrons de lui signaler qu'un très grand nombre de noms propres sont estropiés (pp. 15 Woerîngen ; 26, 28, 29 et 30 : Maele ; 30 : Beverhoutstedt ; 57 : Jean Lemaire des Belges ; 106 : Nordlingue ; 116 : Rijswik ; 131 : Rocourt) ; autant de dates sont inexactes (p. 11 : l'organisation de l'Église impériale peut être fixée à 959 ; en tout cas, Othon le Grand ne régnait pas encore en 925. — p. 15. L'arbitrage de la querelle des d'Avesnes et des Dampierre est de 1256 et non 1228 ; l'insurrection des Maillotins de 1382 et non 1386, comme le contexte le laisse supposer ; p. 100, lire 1610 au lieu de 1510). M. de Meeüs cite mal les textes (p. 14, texte de Dante, ; p. 34, texte de Monstrelet), n'a qu'une teinture du latin (il traduit *Tu felix Austria nube* par : tu te maries. p. 56). et corrige mal ses épreuves (pp. 21 et 23. Bethume ; p. 288 Moktle).



Kalken émettait tout-à-l'heure l'espoir que M. de Meeüs nous donnerait un jour quelque bonne monographie d'histoire diplomatique contemporaine, à condition bien entendu de faire patiemment lui-même l'apprentissage du dur et beau métier d'érudit. Hélas ! M. de Meeüs qui n'admet que la synthèse, nous annonce qu'il prépare une *Histoire de la littérature française*. M. Charlier l'attend de pied ferme. En tout cas, à l'heure où des critiques qui passent pour avertis, essayent de nous représenter comme les meilleurs ouvrages historiques des livres aussi tendancieux et aussi superficiels que le *Louis XIV* de M. Louis Bertrand et la *Révolution française* de M. Gaxotte, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont empoisonnés par l'esprit de parti autant que l'est l'histoire officielle, de nuance républicaine ou radicale, il importe de dire nettement que faute d'information et de sérénité, M. de Meeüs n'a pas atteint le but qu'il s'était proposé.

HENRI LAURENT,  
*Associé CRB à l'Université  
de Bruxelles*

---